

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De zitting 2000-2001 van het Vlaams Parlement wordt gesloten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 23 september 2001.

Art. 3. De Vlaamse minister bevoegd voor de Binnenlandse Aangelegenheden, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 september 2001.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Buitenlands Beleid,

P. VAN GREMBERGEN

TRADUCTION

F. 2001 — 2643

[C – 2001/36097]

14 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement flamand portant clôture de la session 2000-2001 du Parlement flamand

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 32, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et le décret spécial du 24 juillet 1996;

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et de la Politique extérieure;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. La session 2000-2001 du Parlement flamand est clôturée.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le 23 septembre 2001.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a les Affaires intérieures dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 septembre 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et de la Politique extérieure,

P. VAN GREMBERGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 2644

[S – C – 2001/29444]

30 AOUT 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, du Commissariat général aux Relations internationales et du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer ou de résidence au personnel des ministères tel que modifié;

Vu le protocole n° 239 du 17 novembre 2000 du Comité de négociation du Secteur XVII;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 1^{er} et 30 août 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 octobre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement du 9 novembre 2000 réclamant communication de l'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 19 juillet 2001,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont soumis au présent arrêté, les agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, du Commissariat général aux Relations internationales et du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

Art. 2. § 1^{er}. Au cas où le traitement annuel, fixé pour des prestations complètes, de l'agent d'un service visé à l'article 1^{er} du présent arrêté, n'excède pas les montants repris à l'article 3 :

1° est attributaire d'une allocation de foyer :

— L'agent marié ou qui vit en couple;

— L'agent ayant la charge d'un ou de plusieurs enfants bénéficiaires d'allocations familiales, sauf s'il vit en couple avec un agent qui bénéficie d'une allocation de foyer;

2° est attributaire d'une allocation de résidence, l'agent qui n'est pas visé au 1°.

§ 2. Lorsque l'agent visé à l'article 1^{er} est marié ou vit en couple avec un agent de l'Administration fédérale de l'Etat, des services d'un Gouvernement de Communauté ou de Région, des services du Collège réuni de la Commission commune ou des services de la Commission communautaire française, l'allocation de foyer lui est attribuée s'il bénéficie du traitement le moins élevé.

Pour déterminer le traitement le moins élevé, il est procédé à la comparaison des traitements exprimés en base annuelle brute non indexée, intégrant les anciennetés pécuniaires respectives et correspondant à des prestations complètes.

Toutefois si l'un des conjoints ou cohabitants ou les deux conjoints ou cohabitants bénéficient de la rétribution garantie, abstraction faite de l'allocation de foyer à attribuer éventuellement, l'allocation de foyer est attribuée à l'agent visé à l'article 1^{er} s'il bénéficie du traitement le plus élevé et si ce dernier y a droit conformément aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

A montants égaux, les conjoints ou cohabitants peuvent, de commun accord, désigner celui des deux qui sera bénéficiaire de l'allocation de foyer.

§ 3. La liquidation de l'allocation de foyer est subordonnée à une déclaration sur l'honneur rédigée par l'agent selon le modèle annexé au présent arrêté et transmise en trois exemplaires au service chargé de la gestion du personnel.

§ 4. Les agents placés dans la position administrative de disponibilité ne bénéficient ni de l'allocation de foyer ni de l'allocation de résidence.

Art. 3. Le montant annuel de l'allocation de foyer ou de l'allocation de résidence est fixé comme suit :

1° traitements n'excédant pas 15 940,43 euros (643 035 francs) :

allocation de foyer : 719,89 euros (29 040 francs);

allocation de résidence : 359,95 euros (14 520 francs);

2° traitements excédant 15.940,43 euros (643 035 francs) sans toutefois dépasser 18 147,79 euros (732 080 francs) :

allocation de foyer : 359,95 euros (14 520 francs);

allocation de résidence : 179,98 euros (7 260 francs).

La rémunération de l'agent dont le traitement dépasse 15 940,43 euros (643 035 francs) ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer ou d'allocation partielle de résidence.

La rémunération de l'agent dont le traitement dépasse 18 147,79 euros (732 080 francs) ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer ou d'allocation partielle de résidence.

Par rémunération, il faut entendre le traitement augmenté de l'allocation complète ou partielle de foyer ou de l'allocation complète ou partielle de résidence, diminuée de la retenue pour la constitution de la pension de survie.

Les montants repris entre parenthèses et libellés en « francs » sont d'application jusqu'au 31 décembre 2001.

Art. 4. Le régime de mobilité applicable aux traitements s'applique également à l'allocation de foyer, à l'allocation de résidence et aux seuils de traitements fixés pour leur attribution.

Ils sont rattachés à l'indice-pivot 138,01 au 1^{er} janvier 1990.

Art. 5. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est attribuée aux agents exerçant des fonctions à prestations incomplètes au prorata de leurs prestations.

Elle n'est pas attribuée du chef de fonctions accessoires.

Art. 6. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est payée en même temps que le traitement du mois auquel elle se rapporte. Elle est payée dans la même mesure et d'après les mêmes modalités que le traitement si celui-ci n'est pas dû pour le mois entier.

Lorsqu'au cours d'un mois survient un fait qui modifie le droit à l'allocation de foyer ou à l'allocation de résidence tel qu'il est défini à l'article 2, le régime le plus favorable est appliqué pour le mois entier.

Art. 7. L'arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 26 novembre 1969, 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 10 septembre 1981, 14 décembre 1981, 3 décembre 1987, 16 août 1988, 13 décembre 1989, 21 mars 1990, 7 août 1991 et 5 mars 1993 est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 août 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,

J.-M. NOLLET

Annexe

Allocation de foyer — Désignation du/de la bénéficiaire

Rubrique	Membre du personnel qui introduit la demande
	Le/la soussigné(e) :
1	Nom et prénoms :
2	Adresse privée :
3	Matricule ULIS :
4	Service (Administration générale, direction générale,...) :
5	Adresse administrative :
6	Grade :
7	Position administrative :
8	Temps plein - Temps partiel (pourcentage) :
9	Traitement annuel brut non indexé :

Rubrique	Conjoint ou personne cohabitante
10	Nom et prénoms :
11	Adresse privée :
Si le conjoint ou cohabitant travaille dans le secteur public, compléter les rubriques suivantes :	
12	Matricule :
13	Service (Administration générale, direction générale,...) :
14	Adresse administrative :
15	Grade :
16	Position administrative :
17	Temps plein - Temps partiel (pourcentage) :
18	Traitement annuel brut non indexé :
Si le conjoint ou le cohabitant ne travaille pas dans le secteur public, cocher la case correspondante :	
<input type="checkbox"/> Secteur privé	<input type="checkbox"/> Indépendant
<input type="checkbox"/> Chômage	<input type="checkbox"/> Autre :.....

Déclare sur l'honneur

19. que les conjoints ou les cohabitants au cas où ils bénéficient d'un traitement égal, ont décidé de commun accord que l'agent visé à la rubrique 1 sera le/la bénéficiaire de l'allocation de foyer;

20. que les renseignements précités sont sincères et exacts;

21. qu'il/elle communiquera immédiatement toute modification aux rubriques 11, 13, 15, 18 et 19 de même que tout changement à l'état civil au moyen d'une nouvelle déclaration établie selon le même modèle.

Fait à, le

(signature du membre du personnel introduisant la demande)

N.B. : La déclaration rédigée en trois exemplaires est envoyée au service chargé de la gestion du personnel.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2001 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, du Commissariat général aux Relations internationales et du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

Bruxelles, le 30 août 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 2644

[C — 2001/29444]

30 AUGUSTUS 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toekenning van een haard- en standplaatstoelage aan de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », van het « Commissariat général aux Relations internationales » en van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een « Commissariat général aux Relations internationales »;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 1967 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der ministeries, zoals gewijzigd;

Gelet op het protocol nr. 239 van 17 november 2000 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 en 30 augustus 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 9 november 2000 waarbij het advies van de Raad van State binnen een maximum termijn van één maand wordt gevraagd;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2001, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 juli 2001,

Besluit :

Artikel 1. Worden onderhevig aan dit besluit, de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », van het « Commissariat général aux Relations internationales » en van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. § 1. Ingeval de jaarlijkse wedde, bepaald voor volledige prestaties, van de ambtenaar van een dienst bedoeld bij artikel 1 van dit besluit niet de bedragen opgenomen in artikel 3 overschrijdt :

1° wordt een haardtoelage toegekend aan :

— de ambtenaar die gehuwd of die met iemand anders een kopel vormt en onder hetzelfde dak woont;

— de ambtenaar die de last heeft van een of meer kinderen die kinderbijslag geniet(en), behoudens wanneer hij een kopel vormt met een ambtenaar die een haardtoelage geniet;

2° wordt een standplaatstoelage toegekend aan de ambtenaar die niet bij 1° bedoeld is.

§ 2. Wanneer de bij artikel 1 bedoelde ambtenaar gehuwd is of met een ambtenaar van de Federale Administratie van de Staat, van de diensten van de Regering van een Gemeenschap of Gewest, van de diensten van het Verzameld College van de Gemeenschappelijke Commissie of van de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie een kopel vormt, wordt hem de haardtoelage toegekend indien hij de laagste wedde geniet.

Om de laagste wedde te bepalen, wordt er overgegaan tot de vergelijking van de wedden uitgedrukt op niet geïndexeerde bruto jaarlijkse basis, waarbij de respectieve geldanciënniteiten in aanmerking worden genomen en met volledige prestaties.

Wanneer één van de echtgenoten of samenwonenden of beide echtgenoten of samenwonenden, zonder de eventueel toe te kennen haardtoelage in aanmerking te nemen, de gewaarborgde bezoldiging genieten, wordt de haardtoelage toegekend aan de bij artikel 1 bedoelde ambtenaar die de hoogste wedde geniet, indien deze laatste er recht op heeft overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van dit besluit.

Bij gelijke bedragen kunnen de echtgenoten of de samenwonenden met wederzijds akkoord bepalen wie van beiden begunstigde zal zijn van de haardtoelage.

§ 3. De vereffening van de haardtoelage is afhankelijk van een verklaring op erewoord opgesteld door de ambtenaar, volgens het als bijlage bij dit besluit gevoegd model en toegestuurd in drievoud aan de dienst belast met het personeelsbeheer.

§ 4. De in disponibiliteit gestelden ambtenaren genieten noch de haardtoelage, noch de standplaatstoelage.

Art. 3. Het jaarlijks bedrag van de haardtoelage of van de standplaatstoelage wordt vastgesteld als volgt :

1° Wedden die 15 940,43 euro (643 035 frank) niet te boven gaan :

haardtoelage : 719,89 euro (29 040 frank);

standplaatstoelage : 359,95 euro (14 520 frank);

2° Wedden die 15 940,43 euro (643 035 frank) te boven gaan doch niet hoger liggen dan 18 147,79 euro (732 080 frank) :

haardtoelage : 359,95 euro (14 520 frank);

standplaatstoelage : 179,98 euro (7 620 frank).

De bezoldiging van de ambtenaar wiens wedde 15 940,43 euro (643 035 frank) te boven gaat, mag niet kleiner zijn dan die welke hij zou bekomen, ware zijn wedde gelijk aan dit bedrag. Bij voorkomend geval wordt het verschil hem toegekend in de vorm van een gedeeltelijke haardtoelage of van een gedeeltelijke standplaatstoelage.

De bezoldiging van de ambtenaar wiens wedde 18 147,79 euro (732 080 frank) te boven gaat, mag niet kleiner zijn dan die welke hij zou bekomen, ware zijn wedde gelijk aan dit bedrag. Bij voorkomend geval wordt het verschil hem toegekend in de vorm van een gedeeltelijke haardtoelage of van een gedeeltelijke standplaatstoelage.

Onder bezoldiging moet worden verstaan de wedde, verhoogd met de volledige of gedeeltelijke haardtoelage of de volledige of gedeeltelijke standplaatstoelage, verminderd met de inhouding voor de samenstelling van het overlevingspensioen.

De tussen haakjes opgenomen bedragen en in frank opgesteld zijn van toepassing tot 31 december 2001.

Art. 4. De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden is ook van toepassing op de haardtoelage, de standplaatstoelage en de grenswedden vastgesteld voor de toekenning ervan.

Ze worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 op 1 januari 1990.

Art. 5. De haardtoelage of de standplaatstoelage wordt toegekend aan de ambtenaren met onvolledige dienstprestaties, naar rata van de prestaties.

Zij wordt niet toegekend wegens nevenbetrekkingen.

Art. 6. De haardtoelage of de standplaatstoelage wordt betaald terzelfder tijd als de wedde van de maand waarop zij betrekking heeft. Zij wordt betaald in dezelfde mate en volgens dezelfde nadere regels als de wedde wanneer deze voor geen volle maand verschuldigd is.

Wanneer zich in de loop van een maand een feit voordoet dat het recht op de haard- of standplaatstoelage wijzigt, zoals het bepaald is bij artikel 2 van dit besluit, wordt het voordeligste stelsel voor de volle maand toegepast.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 30 januari 1967 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der ministerie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 november 1969, 29 juni 1973, 4 januari 1974, 10 september 1981, 14 december 1981, 3 december 1987, 16 augustus 1988, 13 december 1989, 21 maart 1990, 7 augustus 1991 en 5 maart 1993, wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 augustus 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

H. HASQUIN

De Minister van Ambtenarenzaken,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,

J.-M. NOLLET